



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.39/7
19 octobre 2010

Réunion du Conseil du FEM
16-18 novembre 2010
Washington

Point 14 de l'ordre du jour

ÉLARGISSEMENT DU RÉSEAU DU FEM EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 28 DE L'INSTRUMENT : GRANDES ORIENTATIONS

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.39/7, intitulé « *Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument : Grandes orientations* », et le document GEF/C.39/8, intitulé « *Modalités d'accréditation des Entités de projet du FEM* », le Conseil remercie les membres du sous-comité du Conseil chargé de l'application du paragraphe 28, ainsi que les experts qui ont participé au groupe d'étude.

Le Conseil décide que le FEM pourra accréditer un maximum de dix nouvelles Entités de projet pendant FEM-5, la priorité étant donnée aux institutions nationales. Le FEM se fixe comme objectif d'en accréditer cinq pendant FEM-5.

Le Conseil approuve les modalités décrites dans le document FEM/C.39/8, qui serviront de base à l'accréditation d'Entités de projet et en application desquelles les entités candidates seront tenues de :

- a) se soumettre à une évaluation de la valeur ajoutée qu'elles apporteront au réseau du FEM, sur la base des critères énoncés dans le document GEF/C.39/7 ;
- b) satisfaire à toutes les normes fiduciaires du FEM, et
- c) satisfaire aux objectifs et aux principes opérationnels de sauvegarde en matière sociale et environnementale, qui sont énoncés dans le document GEF/C.39/8.

Le Conseil charge le Secrétariat de prendre les dispositions suivantes :

- a) préparer un guide complet des modalités d'accréditation couvrant l'ensemble des étapes de la procédure et les phases 1 et 2 des demandes d'accréditation ;
- b) recevoir et évaluer les demandes d'accréditation (phase 1), et faire des recommandations au Conseil ;
- c) en collaboration avec l'Administrateur du FEM, former un Panel d'accréditation décrit dans le document GEF/C.39/8, et
- d) rendre compte, chaque année, au Conseil des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces décisions.

Le Conseil charge le Bureau de l'évaluation du FEM de réaliser une évaluation du résultat de cette réforme, deux ans après l'accréditation des cinq premières nouvelles Entités de projet.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le document servant de base au présent résumé constitue la première partie de la proposition révisée que le Secrétariat a faite pour élargir le réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument du FEM. Il s'agit d'un volet important du programme des réformes prévues pour FEM-5. Il énonce les principes fondamentaux que le FEM se propose d'appliquer pendant cette période afin d'accroître le nombre d'entités pouvant travailler directement avec le Secrétariat et l'Administrateur pour aider les pays à préparer et exécuter des projets. Le document GEF/C.39/8, « *Modalités d'accréditation des Entités de projet du FEM* », constitue l'autre partie de la proposition du Secrétariat du FEM à ce sujet.

2. Le Secrétariat a consulté un sous-comité du Conseil formé de six membres, ainsi que l'Administrateur et un groupe d'étude composé de trois experts, pour élaborer cette proposition. Celle-ci commence par décrire les avantages d'un élargissement du partenariat existant, qui permettrait notamment de promouvoir une meilleure appropriation des projets par les pays, de proposer un éventail plus large d'institutions parmi lesquelles les pays pourraient choisir et de donner la possibilité aux nouvelles Entités partenaires de faire profiter le FEM de leurs propres compétences, capacités et atouts. Le présent document indique aussi dans quelle mesure l'élargissement du partenariat à des institutions nationales aidera le FEM à atteindre les objectifs énoncés dans la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* et le *Programme d'action d'Accra*.

3. Il est recommandé dans la proposition de donner le nom d'Entités de projet du FEM aux nouvelles institutions accréditées en application du paragraphe 28. Ces institutions et les dix Entités d'exécution actuelles seront collectivement désignées par l'expression « Entités partenaires du FEM ». Seules les dix Entités d'exécution actuelles seront défrayées de leurs activités institutionnelles.

4. Le document GEF/C.39/7 énonce les règles générales et les critères applicables à l'accréditation des Entités de projet. Toutes les entités candidates suivront la même procédure d'accréditation. Elles devront avoir été approuvées par au moins un point focal technique dans le pays bénéficiaire concerné. Pour être accréditées, elles devront satisfaire à toutes les normes fiduciaires du FEM et verser un droit d'accréditation. Une fois accréditées, elles continueront à être soumises à certaines règles, telles que l'impossibilité d'exécuter des projets dans les pays et/ou régions où elles n'ont pas de représentation.

5. Le document propose que le FEM accrédite un maximum de dix nouvelles Entités de projet pendant FEM-5, en donnant la priorité à des institutions nationales. Le FEM s'efforcera donc d'accréditer au moins cinq institutions nationales pendant cette période.

6. Le document propose une liste de dix critères (« Critères d'évaluation de la valeur ajoutée ») sur la base desquels sera évaluée la valeur ajoutée que chaque candidature apporte au réseau du FEM. Il décrit aussi les modalités d'application de ces critères à l'évaluation de différents types d'Entités de projet, précisant par exemple les critères les plus importants dans le cas des institutions nationales, des organisations non gouvernementales et des organes d'aide bilatérale. Il pose la question de savoir si le FEM peut adopter les modalités appliquées par le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal pour considérer les

ressources affectées aux projets des agences d'aide bilatérale comme des contributions à sa Caisse. Un document joint en annexe présente une analyse et des informations sur ces modalités.

7. Le document servant de base au présent résumé propose que le Conseil approuve les critères d'accréditation relative aux normes fiduciaires du FEM, ainsi que les normes de sauvegarde au plan environnemental et social. Les entités candidates devront apporter la preuve qu'elles ont adopté les politiques et les normes voulues et qu'elles possèdent les capacités de mise en œuvre nécessaires pour satisfaire aux objectifs et aux principes opérationnels de sauvegarde en matière environnementale et sociale, qui sont énoncés à l'annexe 3 du document GEF/C.39/8. Il est également recommandé d'appliquer ces critères aux Entités d'exécution actuelles, et le Secrétariat est chargé de mettre au point un mécanisme d'évaluation à cette fin.

8. Le document GEF/C.39/7 définit le rôle de différents organes du FEM, tels que le Conseil du FEM, le Panel d'accréditation proposé, le Secrétariat et l'Administrateur. Il indique que les entités candidates devront verser un droit estimé à 25 000 dollars pour couvrir les frais de dossier d'accréditation. Si le dossier nécessite une analyse plus approfondie, un droit d'un montant supérieur pourra être demandé. Le Secrétariat recommande au Bureau de l'évaluation de réaliser une évaluation de cette réforme, deux ans après l'accréditation des cinq premières nouvelles Entités de projet.